



ECONOMAT
DES
ARMEES

DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

***Appel d'offres ouvert
N°2024/1571/EdA-DA/Fourniture de sachets repas et
composants pour sachets repas du 31/12/2024***

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de
commande**

***Fourniture de sachets repas et composants pour sachets
repas au profit des clients des dispositifs «Vivres
Métropole » et « Vivres Hors Métropole »***

SOMMAIRE

Préambule	4
ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE.....	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	4
2.1. Parties contractantes	4
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.3. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	5
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre à bons de commande.....	5
2.5. Clause de réexamen.....	5
2.6. Non-reconduction.....	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	6
3.1. Dispositions générales.....	6
3.2. Priorité des pièces.....	6
3.3. Documents de référence	7
ARTICLE 4 – EVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS	7
4.2. Prix promotionnels	7
4.3. Référencement de nouveaux produits	8
ARTICLE 5 – PRIX.....	8
5.1. Détermination.....	8
5.2. Ajustement	9
5.3. Clause de sauvegarde	9
5.4. Remise de fin de période.....	9
ARTICLE 6 – COMMANDES.....	10
6.1. Passation des commandes	10
6.2. Confirmation de commande.....	10
6.3. Modification de commande client.....	11
ARTICLE 7 – LIVRAISON	11
7.1. Délai de mise à disposition	11
7.2. Conditions de mise à disposition.....	11
7.3. Ponctualité.....	12
7.4. Reliquat	13
7.5. Contrôle à réception	13
7.6. Responsabilité du titulaire.....	14
7.7. Admission	14
7.8. Fiche incident	14
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIERES	15
8.1. Facturation.....	15
8.2. Modalités de règlement	15
8.3. Délai de paiement.....	15
8.4. Intérêts moratoires.....	15

8.5. Nantissement	16
8.6. Acomptes et avances	16
ARTICLE 9 – MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES - SANCTIONS -RESILIATION	16
9.1. Pénalités	16
9.2. Exécution aux frais et risques du titulaire	18
9.3. Résiliation.....	18
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE	19
ARTICLE 11 – LITIGES.....	19
ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	20

Préambule

Par application du code de la commande publique par « accord-cadre à bons de commande » il convient de comprendre « ancien marché à bons de commande ».

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES À BONS DE COMMANDE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la fourniture de sachets repas et de composants pour sachets repas. Il s'agit de produits alimentaires destinés aux clients des dispositifs « Vivres Métropole (VM) » et « Vivres Hors Métropole (VHM) ».

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC); il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA : Centres de Production Alimentaire : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les ELOCA : Etablissements Logistiques du Commissariat des Armées : services d'approvisionnement et de stockage pour les unités de la marine, notamment les bâtiments de la marine nationale stationnés dans les ports militaires ;
- les mess ;
- les ordinaires ;
- les cercles ;
- dans une moindre mesure, les foyers ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

« Vivres Hors Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en produits alimentaires et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration stationnées en DROM COM et à l'étranger. La prestation comprend la fourniture, l'emballage, le transport (en incoterm « FRANCO »), l'identification de ces produits sur les plateformes du pouvoir adjudicateur situées à NEMOURS 1 (77) pour « Vivres Métropole » et à NEMOURS 2 (77) pour « Vivres Hors Métropole ».

Les sachets repas ainsi que les composants pour sachets repas, objet des accords-cadres à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son Directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ». Le pouvoir adjudicateur désigne comme son représentant un prestataire logistique ayant pouvoir d'émettre, au nom de l'EdA, les bons de commande auprès du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, signer et valider les bons de livraison des produits.

↳ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande (Art. R2162-1 et suivants du code de la commande publique), avec un estimatif financier annuel et un maximum financier annuel, établi en suivant les règles détaillées du code de la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du code précité.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées au sein des annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période de douze (12) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 1 mai 2025.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à l'issue de la première période d'exécution.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification dans les cas suivants :

- la prorogation de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est possible dans la limite d'une durée totale de quatre (4) ans ;
- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande ;
- Toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire en vertu du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire concerné au plus tard quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire a la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande en informant le pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Tout changement doit être approuvé expressément par les deux parties avant d'être applicable. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées infra :

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante, les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014, lien internet : https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/guide-2014_140214_V2_cle03f4ef.pdf).

3.3. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les énumérations du présent document, les spécifications techniques du Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et Nutrition (GEMRCN), le code des usages professionnels, les recommandations et normes applicables aux produits sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des documents.

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le titulaire doivent être **fiabiles et cohérentes**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution afin de pallier cette carence. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé dès que le titulaire a connaissance de la rupture et le titulaire doit fournir la fiche technique du produit de substitution. Le titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès du pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution. Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés ;
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur. Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, télécopie ou voie postale. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Après accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur intègre dans son système d'information les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de

déclassements de produits ou de produits dont la DDM est trop proche pour en permettre une distribution conventionnelle.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dans la limite de 10% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur. Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire adresse une proposition tarifaire au pouvoir adjudicateur ;
- après discussions, le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits.

Les nouveaux produits ainsi référencés par ordre de service suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. DÉTERMINATION

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée, « FRANCO » sur les plateformes du pouvoir adjudicateur situées à NEMOURS 1 (77) pour « Vivres Métropole » et NEMOURS 2 (77) pour « Vivres Hors Métropole ».

Les prix sont fixés dans le « Tableau de présentation des offres », objet de l'annexe 1 (offre Franco), à l'acte d'engagement, et sont fermes sur la première période d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Durant l'exécution, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage ;
- la livraison sur les plateformes du pouvoir adjudicateur pour l'offre « FRANCO ».

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est janvier 2025.

5.2. AJUSTEMENT

L'ajustement des prix est annuel et se fait à la baisse comme à la hausse.

Les premiers ajustements ont lieu à la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Les ajustements ultérieurs ont lieu à la même date chaque année.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer un ajustement de prix. Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par e-mail ou télécopie, **les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de 45 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande**. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.

Les ajustements sont calculés sur la base des documents suivants (décomposition du prix du produit) :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, etc.

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence.

En cas d'ajustement proposé par l'EdA, ce dernier s'appuie sur des baisses dont il a connaissance, en tenant notamment compte des indices professionnels.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Les nouveaux prix prennent effet à la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés. Le choix des indices de référence et des modalités d'application des nouveaux prix sont conclus d'un commun accord exprès et écrit entre les deux parties.

5.3. CLAUDE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, **dans le cas où l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par le pouvoir adjudicateur.**

ARTICLE 6 – COMMANDES

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au carton, colis, à la couche palette ou palette en fonction des produits (cf. annexes à l'AE) par le prestataire logistique, représentant le pouvoir adjudicateur, **le jour J avant 17 heures**. Elles sont émises par le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire dans le délai de livraison fixé dans l'annexe à l'acte d'engagement défini par le titulaire.

La quantité et le montant minimum de livraison sont indiqués par le titulaire dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Dans les cas où cette quantité ou ce montant minimum ne sont pas respectés, le titulaire a la faculté d'imputer des frais précisés dans l'annexe 2.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par courriel. Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFD_VM pour Vivres Métropole ou DIO ALIM pour Vivres Hors Métropole ;
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée à passer les commandes.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un (1) mois à compter de leur réception par le titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

6.2. CONFIRMATION DE COMMANDE

Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai de 4 heures (ou le lendemain avant 10h pour les commandes passées après 17h). Par ailleurs, il est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (non-respect de la date limite de consommation, retard, etc.) dans les mêmes délais. Le pouvoir adjudicateur relance le titulaire qui n'a pas transmis sa confirmation de commande (cette relance intervient dans le calcul du taux de performance titulaire établi mensuellement).

Cette confirmation est impérative et doit être l'exact reflet de la livraison à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. A défaut de confirmation, les lignes de commande sont considérées non disponibles. En cas d'absence de mise à disposition

(livraison), les ruptures à l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du titulaire et génèrent les pénalités correspondantes.

EDI : le titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est repris dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

6.3. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

ARTICLE 7 – LIVRAISON

7.1. DÉLAI DE MISE A DISPOSITION

Le délai de livraison est le délai fixé par le titulaire à l'annexe 2 à l'acte d'engagement et correspond au délai maximum qui lui est nécessaire pour mettre à disposition les produits d'une commande passée par le pouvoir adjudicateur lorsque la commande est passée le jour J avant 17 heures. Il correspond au délai standard que le pouvoir adjudicateur peut imposer. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de livraison est indiquée sur ce même bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 98% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. art 9.1 du présent CCAP). Le titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. Le prestataire logistique décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le titulaire et le prestataire logistique pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du titulaire, la commande est considérée comme nulle.

En cas de retard, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre titulaire pour exécuter ladite commande. Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le prix réellement payé ainsi que le coût logistique supplémentaire que cet approvisionnement occasionne. Ce coût supplémentaire fait l'objet d'une facturation par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

7.2. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

➤ Livraison « FRANCO » :

- les produits à destination de « Vivres Métropole » sont livrés par le titulaire sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours 1 (77) ;
- les produits à destination de « Vivres Hors Métropole » sont livrés par le titulaire sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours 2 (77) ;
- le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le titulaire, le créneau de réception des marchandises ;
- la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
- les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage doivent être réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

Le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le titulaire, le créneau de réception des marchandises.

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent comporter :

- les coordonnées du titulaire ;
- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- la quantité livrée avec son numéro de lot de fabrication ou sa DDM ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le titulaire ;
- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et pouvoir adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la réception.

Le titulaire doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Les horaires de mise à disposition (livraison) sont fixés d'un commun accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur à chaque émission de la commande.

Incident après la confirmation de commande et avant la livraison:

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique ou le client. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique ou du client, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre titulaire (exécution aux frais et risques du titulaire). Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

Si le prestataire logistique ou le client accepte la nouvelle date de livraison, un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.

7.3. PONCTUALITÉ

Dans le cadre de la livraison FRANCO, une tolérance de plus ou moins 30 minutes est acceptée par rapport à l'heure de rendez-vous définie.

7.3.1. Retard de livraison du titulaire (+/- 30 minutes)

Au-delà de ce délai, le prestataire logistique prend contact avec le titulaire afin d'avoir plus de précisions sur l'horaire d'arrivée du véhicule et accepte la livraison avec retard ou la refuse. Dans ce cas, l'EdA impute au titulaire considéré les frais d'approvisionnement éventuels chez un autre titulaire tiers (déduction directe sur la facture suivante).

7.4. RELIQUAT

Le prestataire logistique ne gère aucun reliquat de commandes ; les quantités manquantes le jour de la mise à disposition (livraison) ne peuvent faire l'objet d'aucune mise à disposition complémentaire. Le prestataire logistique refuse systématiquement une mise à disposition de reliquat. Toutefois, le reliquat peut faire l'objet d'une nouvelle commande après accord de la nouvelle date de rendez-vous.

7.5. CONTRÔLE À RÉCEPTION

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de mise à disposition, les contrôles sont réalisés en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du pouvoir adjudicateur (prestataire logistique) et le titulaire (chauffeur/livreur), puis par le prestataire logistique après le départ du titulaire (chauffeur/livreur).

7.5.1. Premiers contrôles

7.5.1.1. Aspect extérieur des supports

Le représentant du pouvoir adjudicateur contrôle l'aspect général des produits. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

7.5.1.2. Nombre de supports

Le représentant de l'Economat des Armées est chargé de réceptionner un nombre précis de support de colis (franco) concernés qu'il compte avec le titulaire considéré. Les opérations de vérification d'intégrité des marchandises (ou des produits) et de comptage s'effectuent de manière contradictoire.

7.5.2. Seconds contrôles après le départ du titulaire (chauffeur/livreur)

Le pouvoir adjudicateur établit, pour tous les produits, les contrôles suivants sur la plateforme :

- comptage des colis ou du poids total par article quand il s'agit de poids variables ;
- contrôle des DDM ;
- saisie du poids de la palette et des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Si le prestataire logistique constate un non-respect du contrat date, un retour en date sur les DDM mises à disposition, un excédent de quantité ou tout autre manquement lors du contrôle sur sa plateforme dans les 2 jours ouvrables suivant la date de la mise à disposition, il a la possibilité de refuser les marchandises. Selon l'importance financière, il envoie soit un courrier électronique, soit une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire relatant l'incident avec copie au pouvoir adjudicateur.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le titulaire sous 10 jours ouvrés maximum (sous réserve de conservation des produits). Le prestataire logistique informe le titulaire dès le placement des produits en zone de retour (courrier électronique). L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du titulaire. À défaut d'action du titulaire dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au titulaire avec une copie

du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire (Art. 9.1(5^{ème} cas)).

7.6. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur mise à disposition. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties. Toutefois, en fonction des contrôles effectués sur la plateforme du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la mise à disposition.

Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

7.7. ADMISSION

La décision d'admission (délai pendant lequel le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de signaler des remarques quantitatives et/ou qualitatives) doit intervenir dans un délai de 2 jours ouvrables après la signature du bon de livraison. Le silence du pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision d'admission.

La signature du bon de livraison par le pouvoir adjudicateur vaut transfert de propriété des produits, sauf en cas de refus de signature du bon de livraison, la propriété et les risques liés aux produits concernés restant alors à la charge du titulaire.

7.8. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaire, de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. Une fiche incident est rédigée par l'Econamat des Armées ou son représentant indiquant le motif et la date de l'incident constaté. Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 2 jours ouvrables. Les pénalités sont imputées automatiquement au titulaire.

Les frais supplémentaires de renvoi, retour ou destruction sont facturés au titulaire en déduction de la facture suivante par l'application des pénalités définies à l'article 9.1 du présent CCAP.

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. *Émission et envoi des factures*

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures. (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

8.1.2. *Descriptif des factures*

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéros et dates d'établissement de la facture ;
- les numéros et dates de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéros et dates du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFD_VM pour Vivres Métropole ou DIO_ALIM pour Vivres Hors Métropole ;
- les références du bon de livraison
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références, du titulaire, des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC de la commande, le cas échéant ;
- les dates et signatures.



Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

8.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

À défaut de paiement dans les 30 jours maximums à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur, les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

ARTICLE 9 – MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES – SANCTIONS – RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au Titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 9.1	Défaillance temporaire du Titulaire	Défaillance du Titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaire ou selon formule de calcul (<i>cf. article 9.1</i>)	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au Titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

9.1. Pénalités

Retard	En cas de retard de livraison des produits hors tolérance, le pouvoir adjudicateur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 300 € par livraison concernée.
Taux de service non atteint	<p>Le Titulaire s'engage à un taux de service de 98%. Le taux de service est calculé de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés</p> <p>Si le taux de service est inférieur à 98%, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 10\%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ;</p> <p>V = chiffres d'affaires mensuel HT relatif à l'article ou aux articles non livrés.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement</p>
Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de ces pénalités n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le Pouvoir Adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le Titulaire.</p>
Non-conformité générale	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, à la suite d'analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur (exemple : non-respect des DDM), une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction sera à la charge du Titulaire. Elle sera déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 9.3.3. du présent CCAP.</p>
Alerte sanitaire	En cas de retrait / rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au Titulaire, une pénalité forfaitaire de 750 € HT est appliquée.
Dispositions communes	<p>Les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le Pouvoir Adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du Titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du Titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20% du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 € HT.

9.3. RÉSILIATION

9.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande , pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation qui peut intervenir sous un délai minimum de deux (2) mois à réception de la demande. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du titulaire. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 11 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.5	Contrôle à réception	Article 28 et 30.4
Article 7.6	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 7.7	Admission	Article 30.1 et 31
Article 9.1	Pénalités	Article 14
Article 9.2	Exécution aux frais et risques du titulaire	Article 45
Article 9.3	Résiliation	Articles 38 à 40 et 42